

"Il faut un financement de départ pour s'écarter du chemin suivi" : Interview

Autor(en): **Wüstenhagen, Rolf / Brunner, Angela**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Energieia : Newsletter de l'Office fédéral de l'énergie**

Band (Jahr): - **(2014)**

Heft 6

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-644216>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

«Il faut un financement de départ pour s'écarter du chemin suivi»

Le professeur Rolf Wüstenhagen analyse le comportement décisionnel des investisseurs et aborde ses connaissances acquises pour la politique énergétique.

Monsieur Wüstenhagen, comment jugez-vous les objectifs de la Stratégie énergétique 2050 en ce qui concerne la promotion des énergies renouvelables?

Réalisables. Avec cet horizon temporel, on pourrait aussi imaginer des objectifs plus ambitieux. Mais les retards étant fréquents, on est sur la bonne voie en formulant des objectifs plus modestes. S'agissant de la liste d'attente RPC pour les projets d'énergie solaire, il faut d'abord résoudre un problème administratif. Dans le domaine de l'éolien, certaines procédures sont longues. Je suis parfois étonné de voir que ces projets prennent beaucoup plus de temps en Suisse que dans les pays voisins, même s'ils ne sont pas tous applicables à la Suisse.

«La promotion des énergies renouvelables a certes un prix, mais à long terme, ne pas investir dans ce domaine reviendrait plus cher».

D'après vous, quels sont les plus grands défis de la mise en œuvre de tels projets?

Les procédures de planification des projets énergétiques renouvelables d'envergure sont compliquées, notamment parce que les communes, les cantons et la Confédération peuvent donner leur avis. La prise en compte précoce et transparente de la population est un important facteur de réussite.

Quel rôle joue l'économie dans la promotion d'un mix énergétique durable?

Il existe de nombreuses entreprises proactives: les détaillants qui posent une installation solaire sur leur toit, les entreprises comme Ikea qui participent à un parc éolien à l'étranger ou les entreprises d'installations spécialisées dans les énergies renouvelables. Elles peuvent ainsi s'engager dans un nouveau domaine. Certaines entreprises d'approvisionnement en électricité réagissent mieux à l'environnement

en mutation. Les fournisseurs d'électricité actifs à l'échelon international en particulier se trouvent dans une situation financière défavorable en raison de la pression sur les prix du marché européen de l'électricité. Aujourd'hui, les investisseurs privés dans le secteur de l'énergie sont en augmentation: par exemple les propriétaires et les agriculteurs qui misent sur les installations photovoltaïques ou les coopératives qui investissent dans l'éolien. Le mix d'investisseurs se diversifie.

Quelle est la liberté de ces acteurs dans leurs prises de décisions?

Dans les recherches en matière d'innovation, il y a la notion de dépendance à l'égard du chemin suivi. Cela signifie que sur le marché, le

meilleur produit ne s'impose pas automatiquement. Les décisions du passé influencent celles d'aujourd'hui. Nombre d'acteurs, qu'il s'agisse d'entreprises ou de clients, manifestent une tendance pour le statu quo, ce qui est humain, mais freine le changement. Actuellement, il est par exemple plus avantageux d'investir dans les technologies pour les énergies renouvelables que de construire de nouvelles centrales nucléaires, mais des infrastructures existent déjà dans ce domaine. Pour parvenir à mettre en œuvre une stratégie énergétique, il faut de la patience. Si l'Etat soutient le passage aux nouvelles technologies avec un financement de départ, cela encourage les acteurs du marché à s'écarter du chemin suivi.

Pourquoi?

Les schémas de pensée actuels ralentissent le passage aux énergies renouvelables. Avec le soutien de l'OFEN et grâce à des tests

psychologiques, nous avons analysé les associations implicites des différents investisseurs et mesuré leur temps de réaction. Nous avons constaté qu'intuitivement, les décideurs du secteur énergétique associent plus rapidement énergie solaire et risque ou gaz et rendement que l'inverse. Ce décalage met en évidence des certitudes inconscientes pouvant influencer sur les décisions d'investissement. Parmi les investisseurs financiers tels que caisses de pension ou assurances, nous n'avons pas décelé cette relation, car leurs schémas de pensée sont différents.

Pourquoi les décisions des investisseurs dans le secteur de l'énergie sont-elles toujours associées à des risques?

Les investisseurs pratiquent une gestion active des risques comme nous l'avons montré dans un projet de recherche soutenu par le Fonds national suisse. Pour ce faire, nous avons analysé plus de mille choix expérimentaux opérés par un groupe d'investisseurs européens et américains en capital-risque. Quand les entreprises du domaine des énergies renouvelables s'exposent à de gros risques politiques, la propension des investisseurs en capital-risque à investir dans leurs projets a tendance à diminuer. Mais la vision du monde peut également influencer le risque perçu: les adeptes d'un marché libre ont fait preuve d'une aversion au risque supérieure à la moyenne et se sont plus souvent opposés aux investissements dans les énergies renouvelables.

Comment poursuivez-vous vos recherches dans ce domaine?

Pour un nouveau projet, nous interrogeons, avec des collègues de l'EPF de Lausanne, des propriétaires et des spécialistes de l'immobilier sur les installations photovoltaïques intégrées aux bâtiments. Nous voulons ainsi trouver ce qui empêche la mise en œuvre. Une



«Si nous n'agissons pas aujourd'hui, nous nous privons de nos libertés de demain en matière d'énergie et de climat».

Données personnelles

Rolf Wüstenhagen (44) est professeur de gestion des énergies renouvelables à l'Université de Saint-Gall et directeur académique de la formation continue en cours d'emploi en «Renewable Energy Management». Il dirige en outre le «Center for Energy Innovation, Governance and Investment (EGI-HSG)», qui fait partie d'un centre de compétences nouvellement créé pour l'énergie (SCCER CREST).

compréhension approfondie des véritables processus de décision des investisseurs est une base importante pour des recommandations politiques efficaces.

Comment la politique peut-elle contribuer à ce que le plus grand nombre possible d'investisseurs soutiennent la politique énergétique et investissent davantage?

Les investisseurs ne veulent pas prendre de risques inutiles. L'observateur se focalise sur la sécurité. La politique peut apporter une stabilité en clarifiant ses objectifs sur le long terme et en modifiant le moins possible ses approches fondamentales. A l'avenir aussi, les investisseurs auront des perceptions différentes du risque. La politique peut en profiter, notamment en prenant en compte les besoins des investisseurs à l'intérieur et à l'extérieur du secteur traditionnel de l'énergie.

Quelles mesures supplémentaires recommanderiez-vous?

Nous devons parvenir à ce que suffisamment d'investisseurs associent les énergies renouvelables à des risques suffisamment faibles. En observant de plus près les préférences en matière de risque des différents groupes-cibles, on constate par exemple que pour les

investisseurs institutionnels, un rendement élevé n'est pas prioritaire, mais que les facteurs régulateurs jouent un rôle important. Compte tenu de la réglementation des marchés financiers, la participation à un parc éolien est actuellement souvent considérée comme un investissement à haut risque, ce qui n'incite pas les assurances à s'engager dans de tels projets.

«Nous devons parvenir à ce que suffisamment d'investisseurs associent les énergies renouvelables à des risques suffisamment faibles».

Comment jugez-vous la rentabilité des objectifs de la stratégie énergétique concernant les énergies renouvelables?

Je vois ici une analogie avec la discussion sur les coûts de la protection climatique. Pendant des années, les économistes ont polémique sur la question des coûts de la protection climatique jusqu'à ce qu'en 2006, l'ancien chef économiste de la Banque mondiale, Nicholas Stern, étudie les coûts de l'immobilisme. Il en a conclu que les changements climatiques incontrôlés nous coûteraient beaucoup plus cher. La promotion des énergies renouvelables a certes un prix, mais à long terme, ne pas investir dans ce domaine reviendrait plus cher. D'autre part, plus nous consommerons

l'énergie avec prudence et efficacité, plus les coûts socioéconomiques seront réduits.

Cela serait-il plus facile avec des prescriptions légales adéquates?

Les exemples tirés de l'histoire comme l'introduction du catalyseur montrent que les prescriptions légales peuvent accélérer la pénétration du marché. Autre exemple: en 1980,

le Parlement israélien a rendu les capteurs solaires thermiques obligatoires pour les nouveaux bâtiments, si bien que le pays est devenu leader mondial dans ce domaine. Dans une Suisse éprise de liberté, les prescriptions sont considérées avec pas mal de méfiance. Si nous n'agissons pas aujourd'hui, nous nous privons de nos libertés de demain en matière d'énergie et de climat. Par contre, si nous réussissons à concilier notre prospérité avec un climat resté intact, cela aura un rayonnement positif sur les autres pays. J'y vois une grande opportunité pour la Suisse.

Interview: Angela Brunner